

# Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les défis et priorités de la politique étrangère de la France, à Paris le 27 août 2013.

Monsieur le Président du Sénat,  
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,  
Mesdames et Messieurs,

Au moment où je m'exprime devant vous, le monde est saisi de effroi après la révélation de l'utilisation d'armes chimiques en Syrie.

Tout porte à croire que c'est le régime qui a commis cet acte abject. Il le condamne définitivement aux yeux du monde. Car c'est une ignominie que de recourir à des armes que la Communauté des Nations a banni depuis 90 ans dans toutes ses conventions internationales. Dois-je rappeler que ce conflit a fait déjà plus de 100 000 morts. Et qu'il se propage désormais à l'ensemble de la région. Au Liban par des attentats. En Jordanie et en Turquie par l'afflux des réfugiés. En Irak par le déchaînement de violences meurtrières. Cette guerre civile menace aujourd'hui la paix du monde.

Depuis un an, la France a agi. Elle fût à l'initiative de la Conférence des Amis du Peuple Syrien qui s'est réunie à Paris en juillet 2012. Elle fut la première à reconnaître en septembre dernier la coalition nationale comme représentante légitime du peuple syrien. Très vite, elle a prodigué à l'opposition les aides humanitaires et matérielles pour mener son combat.

Aujourd'hui, notre responsabilité c'est de rechercher la riposte la plus appropriée aux exactions du régime syrien, une fois achevée l'essentiel de la mission d'enquête des Nations-Unies.

Le massacre chimique de Damas ne peut rester sans réponse. La communauté internationale ne peut rester sans réagir face à l'usage d'armes chimiques. La France est prête à punir ceux qui ont pris la décision effroyable de gazer des innocents.

Ces derniers jours, j'ai multiplié les consultations avec nos alliés, notamment américains et européens, comme avec nos partenaires arabes, pour envisager toutes les options. Demain, je réunirai un Conseil de défense et le Parlement sera informé de la situation dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, j'ai décidé d'accroître notre soutien militaire à la Coalition Nationale Syrienne, dans le respect de nos engagements européens.

Ce n'est qu'avec cette fermeté qu'une solution politique pourra un jour prévaloir en Syrie.

La responsabilité de la France, tel est le sens et l'honneur de la politique étrangère que je conduis avec Laurent FABIUS depuis mon élection.

Elle se fonde sur trois grands principes :

- l'indépendance, qui nous conduit à chaque instant à décider en pleine souveraineté, tout en étant fidèle à nos alliances, à la solidarité européenne et à nos accords bilatéraux. C'est cette liberté qui rend la France utile au monde et à la paix.

- le respect du droit international.

C'est la meilleure garantie pour respecter les frontières, pour régler les différends et pour faire prévaloir la sécurité collective.

Mais le droit international doit évoluer avec son temps. Il ne peut être un prétexte pour laisser ce

mais le droit international doit évoluer avec son temps. Il ne peut être un prétexte pour laisser se perpétrer des massacres de masse. C'est pourquoi je reconnais le principe de « la responsabilité de protéger », les populations civiles que l'Assemblée générale des Nations Unies a voté en 2005. - enfin, l'exigence du dialogue car la France veut être un pont entre les continents et éviter ce que certains ont appelé le choc des civilisations. Elle se veut une « puissance repère », c'est-à-dire une nation, qui s'exprime au-delà de ses seuls intérêts.

Ces principes, pour être effectifs, s'appuient sur des moyens d'action. D'abord sa diplomatie mais aussi ses capacités militaires qui lui confèrent un rôle particulier, que son statut de membre permanent du Conseil de sécurité vient encore renforcer.

La France doit donc s'assurer que son outil de défense reste fiable. C'est ce que garantira la prochaine loi de programmation militaire, inspirée des travaux du Livre blanc sur la défense. Elle maintiendra pour les cinq ans qui viennent les crédits du budget de la Défense y compris dans cette période si difficile pour nos finances publiques. Mais c'est la condition indispensable pour préserver notre crédibilité et pour décider d'une intervention chaque fois que notre pays l'estime nécessaire, dans le cadre du droit international.

Ce fut le cas au Mali le 11 janvier. Non pour se substituer aux Africains, mais pour agir avec eux. Sept soldats français sont morts dans l'opération Serval, des dizaines d'autres ont été blessés. Je veux rendre hommage à leur sacrifice et plus largement à nos forces qui ont permis de libérer le territoire malien et d'organiser la tenue d'une élection présidentielle dont je salue le déroulement. Elle a donné une légitimité forte à son nouveau Président, Ibrahim Boubacar KEITA.

En huit mois, de janvier à juillet, nous avons ainsi réussi à écarter les terroristes, sécuriser le Mali et engager la transition politique. Rarement une opération, ces dernières années, aura pu atteindre ses buts dans un si bref délai.

La France va désormais réduire sa présence militaire mais elle continuera d'accompagner le Mali dans les défis qui l'attendent : restaurer l'État, améliorer la gouvernance, assurer la sécurité, mener à bien le développement. Et faire preuve d'une vigilance extrême.

Car les groupes violents, les terroristes comme les trafiquants cherchent à s'installer là où les États n'arrivent plus à contrôler leur territoire, et là où la coopération régionale ne fonctionne pas.

On le voit en République démocratique du Congo où se multiplient les atrocités dont les femmes et les enfants sont les premières victimes. C'est pourquoi nous avons obtenu des Nations Unies, la mise en place d'une brigade d'intervention dans les Kivus. Et il revient aujourd'hui à la Monusco de s'opposer à Goma aux groupes armés qui déstabilisent la région.

De même, il est plus que temps d'agir en Centrafrique. Ce pays est au bord de la « somalisation ». J'ai rencontré les ONG qui y travaillent. Elles font un travail admirable. Le bilan est accablant. 60 000 enfants risquent de mourir de malnutrition. Un million et demi d'habitants sur 5 millions sont déplacés.

J'appelle l'Union Africaine et le Conseil de sécurité à se saisir de cette situation. La France les y aidera.

Mais je le rappelle ici, c'est avant tout aux Africains d'assurer leur sécurité.

C'est le sens du Sommet de l'Élysée qui se tiendra en décembre, huit mois après que l'Union Africaine ait décidé de créer une capacité de réponse aux crises, et six mois après la réunion sur la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée qui a engagé des actions contre la piraterie.

L'Europe sera représentée au Sommet de Paris. Car c'est ensemble que nous devons répondre aux demandes des pays africains en matière de formation, d'équipement et de déquipement de leurs armées. Car ce continent est plein d'avenir. Il doit pouvoir par lui-même maîtriser son destin. La France sera à ses côtés. Sans rien chercher pour elle-même.

La responsabilité de la France, c'est aussi d'accompagner les pays arabes dans leurs difficiles transitions.

J'ai rappelé à Tunis qu'aucune religion n'était incompatible avec l'exercice de la démocratie et que l'Islam pouvait en apporter une nouvelle preuve dès lors que les libertés individuelles, l'égalité entre les femmes et les hommes et le pluralisme étaient respectés.

La France est donc solidaire du peuple tunisien pour lui permettre de retrouver la parole à travers l'organisation rapide d'élections aussi incontestables que celles de 2011.

Raison de plus pour dénoncer les auteurs des violences qui frappent en Tunisie des militants politiques et qui mettent sciemment en péril le processus démocratique.

C'est au nom de ces mêmes valeurs que nous appelons les autorités égyptiennes à rétablir au plus vite la paix civile et à aller vers de nouvelles élections avec l'ensemble des parties prenantes de la société. La France est disponible pour contribuer avec d'autres à une médiation. Elle fait cette proposition sans intention d'ingérence, mais dans le seul souci d'être efficace.

Je souhaite élargir mon propos en offrant de nouvelles perspectives de coopération aux pays de la région. J'ai proposé à Malte au Sommet 5+5 que nous construisions ensemble une Méditerranée des projets. Nous ne pouvons en rester aux initiatives sans lendemain de ces dernières années. Je m'appelle à de nouveaux partenariats moins ambitieux mais plus concrets. Mais, j'ai bien conscience que rien de solide ne pourra se faire sans que le conflit Israélo-Palestinien n'ait été réglé.

La position de la France est constante. Les bases d'une solution juste et durable sont connues. Elles reposent sur la coexistence de deux Etats, viables, qui se reconnaissent mutuellement de part et d'autre de frontières sûres.

J'ai soutenu l'admission de la Palestine aux Nations Unies comme Etat observateur non-membre. Mais aucun vote ne saurait remplacer des discussions directes.

C'est pourquoi je salue la reprise des pourparlers, encouragée avec obstination par l'administration américaine. Que personne ne se trompe : c'est l'une des dernières occasions de conclure la paix. Elle ne doit pas être gâchée. Avec ses partenaires européens, la France est prête à jouer tout son rôle auprès des Israéliens et des Palestiniens et en concertation avec ses partenaires arabes. C'est ce que j'irai dire en Israël et en Palestine cet automne.

Mais un autre dossier menace la paix dans cette région. C'est le programme nucléaire iranien dès lors qu'il a une finalité militaire. Jusqu'à présent les négociations ont échoué. Je veux croire que l'élection du Président ROHANI pourra changer la donne.

Car l'Iran paie le prix des sanctions et de l'isolement. Et ce prix ira croissant si rien ne change. Ce grand pays doit faire le choix de la transparence et du respect plein et entier de ses obligations internationales.

Alors j'attends des gestes concrets, rapides, vérifiables et vérifiés.

Mais le temps presse. A mesure que l'Iran se donne les moyens de l'inacceptable, la menace grandit. Et le compte à rebours est dorénavant et déjà enclenché. D'où l'urgence d'une négociation dans le cadre du EU3+3. Elle doit déboucher rapidement sur des avancées.

Ainsi, sur tous les enjeux, sur tous les conflits, sur toutes les crises, la France fait entendre sa voix. Non pour elle-même, pour son influence et ses intérêts, mais pour l'idée que se fait de l'équilibre du monde et de sa responsabilité.

Sa responsabilité c'est aussi de tirer toutes les conséquences des changements planétaires. Les nouvelles puissances se comptent désormais par dizaines. En vingt ans, la part des pays émergents dans le PIB mondial est passée de 36 à 50%. Les plus grands ont déjà atteint des niveaux technologiques comparables aux pays développés. Ils disposent de réserves de change considérables.

Immenses classes moyennes se développent. On prévoit que les couches urbaines compteront plus de quatre milliards d'individus dans dix ans, dont la moitié en Asie. C'est un défi économique mais c'est aussi une opportunité considérable pour nos entreprises, nos universitaires, nos créateurs.

J'ai confiance dans la capacité de la France à affronter cette compétition.

Encore doit-elle prendre les bonnes décisions, adapter ses politiques, moderniser son économie. Ces réformes, je les ai engagées.

L'objectif que j'ai fixé est de retrouver d'ici 2017 l'équilibre de notre balance commerciale hors énergie.

L'ensemble des outils de l'Etat doivent être mobilisés. Nos ambassades, nos consulats, les services économiques à l'étranger, Ubifrance, la Coface, l'Agence française pour les investissements internationaux : tous doivent travailler ensemble avec un seul objectif, soutenir nos entreprises

dans la conquête de nouveaux marchés.

Les instruments de financement des exportations doivent également être améliorés : il n'est pas acceptable que de grandes offres industrielles françaises soient pénalisées face à leurs concurrents faute de soutien financier. Le Gouvernement y travaille.

Les PME doivent être une des priorités de la diplomatie économique. Derrière chaque grand contrat gagné, les sous-traitants, les équipementiers, les fournisseurs français doivent eux-aussi accéder aux marchés. Je vous demande, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, d'y veiller. Parallèlement, notre territoire doit davantage attirer les investisseurs, les entrepreneurs, les chercheurs, les étudiants. Toutes les facilités seront accordées, y compris dans la délivrance des visas.

Le tourisme doit être érigé en grande cause nationale, ce qui suppose d'améliorer l'accueil dans les aéroports, de renforcer la sécurité, de relever le niveau des équipements comme celui des prestations. La France est déjà la première destination touristique du monde, elle a pour objectif de dégager le premier solde touristique de tous les pays européens.

Il n'y a pas économie d'un côté, le rayonnement de l'autre. Tout participe à la présence de la France dans le monde :

Il en est ainsi de notre politique universitaire. La France accueille 48 000 chercheurs internationaux et 300 000 étudiants étrangers : nous devons faire davantage. C'est le rôle de Campus France, dont la mission est d'orienter davantage d'étudiants prometteurs vers nos universités et nos grandes écoles.

Notre réseau culturel est aussi un levier pour affirmer la « marque France », promouvoir nos créateurs, nos architectes, faire de notre art de vivre une aspiration auprès des classes moyennes émergentes.

Une diplomatie active, c'est aussi une diplomatie tournée vers les Français de l'étranger. Hélène CONWAY s'y emploie. Le nombre de nos compatriotes vivant hors de nos frontières a doublé en 15 ans. Notre pays en compte plus de deux millions, qui participent à la vie économique, culturelle et sociale de leur pays de résidence. Faire une partie de son parcours professionnel dans un autre pays devient une expérience de plus en plus courante. C'est une évolution à laquelle notre diplomatie doit s'adapter. A la fois pour venir en soutien de nos concitoyens mais aussi pour valoriser leur présence.

Le rayonnement de la France, c'est sa langue : L'espace francophone rassemble 15 % de la richesse mondiale. C'est un atout formidable. En Afrique qui comptera 600 millions de francophones en 2050. Mais aussi en Asie et en Amérique où notre langue est davantage utilisée. Et dans toutes les enceintes où se prennent les décisions car pour que le monde de demain se pense en français, encore faut-il qu'il le parle. C'est la mission que j'ai confiée à Yamina BENGUIGUI.

La France est une nation universelle. Elle a vocation à définir de véritables partenariats avec de grands pays.

Avec la Chine, je souhaite que le cinquantième anniversaire du rétablissement de nos relations diplomatiques soit l'occasion de poursuivre notre coopération, en matière nucléaire civile et en matière énergétique, mais aussi de rééquilibrer nos échanges.

Le Premier ministre chinois m'avait dit par politesse que la Chine n'avait pas vocation à être, vis-à-vis de la France, excédentaire.

Je lui ai répondu, avec la même courtoisie, que la France n'avait pas vocation non plus à être structurellement déficitaire à l'égard de la Chine. Nous avons sûrement un mouvement à faire pour nous retrouver, mais aussi pour accueillir davantage d'investisseurs chinois en France.

Je ne voudrais pas ici créer de nouvelles peurs, mais quand nous avons la possibilité d'avoir des capitaux qui s'investissent en France, y compris dans notre appareil industriel, je ne veux pas les repousser.

De la même manière que nous soutenons les investissements qui se font à l'étranger, partant de France, car c'est un moyen d'accéder à des marchés, de concourir des positions, nous devons admettre qu'il y ait des investissements industriels portés par les pays émergents en France. Il y a depuis de nombreuses années un écart très grand entre les investissements français à l'étranger

depuis de nombreuses années un écart très grand entre les investissements français à l'étranger et les investissements étrangers en France.

Même si la France est un des pays où il y a le plus d'investissements de pays étrangers qui viennent sur notre territoire, apportant ainsi leurs capitaux.

Avec l'Inde, la plus grande démocratie du monde, je veux amplifier encore nos relations économiques, notre coopération de défense et nos échanges culturels.

Avec le Japon, la visite d'Etat que j'ai effectuée au mois de juin dernier a été l'occasion de renouer notre partenariat d'exception avec la 3<sup>ème</sup> économie du monde qui a mis la croissance au cœur de son agenda.

Avec le Brésil qui va accueillir des événements internationaux majeurs, la France a des affinités particulières. J'aurai l'occasion d'en apporter témoignage en me rendant d'ici la fin de l'année.

Avec l'Afrique du Sud, le dialogue étroit que nos deux pays entretiennent sur la sécurité du continent est particulièrement précieux puisqu'il permet d'en finir avec la coupure entre l'Afrique anglophone et l'Afrique francophone.

Enfin, je veux évoquer la Russie. Nous savons ce qui nous rapproche - l'histoire, l'économie, la culture mais aussi ce qui nous sépare, et c'est cette franchise qui nous permet d'avancer.

Car j'ai le devoir d'exprimer partout notre attachement au respect des droits de l'Homme.

La France honore à les défendre lorsqu'ils sont bafoués. Et à rappeler l'exigence de dignité, d'égalité entre hommes et femmes, mais aussi de lutte contre l'homophobie qui prend des proportions inquiétantes.

La responsabilité de la France, c'est de contribuer à mieux gouverner le monde.

Quels sont nos objectifs ?

D'abord poursuivre la lutte contre l'évasion fiscale. Des progrès importants ont été obtenus au G8 sur l'échange économique d'informations, la levée du secret bancaire et la lutte contre l'optimisation fiscale agressive. J'attends du G20 de Saint-Pétersbourg, la semaine prochaine, qu'il prolonge toutes ces avancées.

Ensuite réduire les déséquilibres globaux. Les grandes économies doivent davantage coordonner leurs politiques dans les instances de gouvernance, au FMI, à la Banque mondiale, au G8, au G20. La croissance des uns ne peut plus se faire au détriment des autres. Dans le même esprit, il est essentiel que les monnaies reflètent l'état réel des économies.

Enfin, trouver un accord sur le climat.

Nous ne pouvons pas constater le réchauffement planétaire et rester sans réaction.

Ce sera l'objet de la Conférence de 2015 qui se tiendra en France. Puisque nous en avons proposé l'organisation.

Pour réussir, nous avons à concilier deux impératifs : l'aspiration au développement, a fortiori des pays les plus pauvres, et la nécessité de contenir le réchauffement climatique dans des limites soutenables.

Notre approche s'appuiera donc sur les contributions volontaires des Etats, évaluées selon des critères fiables et transparents, et sur un accord global qui engagera tous les pays, selon les principes de « responsabilité commune mais différenciée ».

La France a vocation à montrer l'exemple à travers sa propre transition énergétique et le respect de ses engagements européens. Dores et déjà, elle a engagé un travail de conviction.

C'est la mission, que j'ai confiée à Nicolas HULOT.

J'ai confiance dans notre capacité à dépasser l'échec de COPENHAGUE.

Le Président OBAMA s'est engagé fortement sur la question du réchauffement et mes échanges avec les dirigeants chinois, indiens, brésiliens, comme avec les chefs d'Etats africains, me confortent dans l'idée qu'une voie de compromis est possible.

C'est également vrai pour assurer le financement du développement.

La France est le quatrième donateur mondial. J'avais pris l'engagement de rénover le cadre de cette politique qui représente plus de 9 milliards d'euros par an. C'est l'objet du projet de loi sur notre politique de développement, porté par Pascal CANFIN.

L'action de la France sera concentrée sur les pays les plus pauvres et prévoira d'associer l'ensemble des acteurs du développement, notamment les collectivités locales, les ONG, les

entreprises.

J'ai également demandé de maintenir notre contribution au Fonds mondial de lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose à son niveau actuel.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

La responsabilité de la France, c'est de prendre l'initiative en Europe.

Depuis un an, des progrès ont été accomplis :

L'intégrité de la zone euro a été préservée. La Grèce a été sauvée, non sans douleur.

Des mécanismes de stabilité et de solidarité ont été introduits. La BCE y a pris sa part.

Le Pacte budgétaire a été ratifié.

L'union bancaire a été engagée.

La croissance a été remise au cœur de l'agenda.

L'emploi des jeunes est devenu notre priorité commune. La France accueillera d'ailleurs une deuxième Conférence européenne sur ce thème en novembre.

Ce sont autant d'avancées que peu imaginaient possible en un an.

Aujourd'hui, l'Europe sort de la récession. Tout ce qui peut relancer l'activité et créer des emplois doit être accéléré et amplifié. Nous n'y parviendrons que par une réorientation de l'Europe.

Mes propositions se déclinent en trois points : simplifier, avancer, clarifier

\* Simplifier, avec une présidence stabilisée de l'Eurogroupe, avec la mise en place d'un gouvernement économique de la zone Euro, et avec une harmonisation des règles fiscales et sociales, notamment le salaire minimum.

\* Avancer. C'est donner du contenu au projet européen. Dans au moins trois domaines : d'abord l'énergie. Je plaide pour une communauté de l'énergie qui assure l'interconnexion des réseaux, la sécurité d'approvisionnement, la protection du climat. Ensuite, le numérique. Je souhaite que l'Europe définisse dès octobre ses propres règles de protection des données privées et les technologies dont elle a besoin sur son sol. Enfin la défense. Je veux, à l'occasion du Conseil européen de décembre, donner une impulsion à une industrie européenne, mettre en œuvre des programmes structurels et progresser vers l'Europe de la Défense.

\* Clarifier. Il est temps de tirer les conclusions des rapports différents qu'entretenaient les pays membres par rapport à l'Union Européenne. Je respecte les choix de ceux qui veulent en rester là et même de ceux qui décideraient de se mettre de côté. Mais j'entends surtout aller plus loin avec les pays qui sont décidés à aller de l'avant. C'est notre projet d'intégration solidaire dans une « Europe différenciée » où les rythmes, les contenus et même les règles de décisions seraient distincts. Tout en gardant l'union de tous comme espace de liberté, de démocratie et de solidarité. Sur tous ces sujets et donc sur cette initiative, la France entend agir en harmonie avec l'Allemagne. Parce que nos deux pays sont indissociables. Quels que soient les Gouvernements, quelles que soient les majorités, nous avons l'obligation de porter le futur de l'Europe. La semaine prochaine, j'accueillerai le président de la République fédérale, M. GAUCK, en visite d'État en France.

Il a voulu aller dans plusieurs lieux symboliques : à Paris bien sûr, où se tiendra l'essentiel de la visite à Marseille, pour encourager cette grande ville et saluer aussi sa renaissance culturelle et enfin à Oradour-sur-Glane, pour porter le message, le seul qui vaille : ne rien oublier et être capable, en même temps, de construire l'avenir ensemble.

Ce sera une nouvelle démonstration de ce que c'est la force de cette amitié. Cette amitié a la caractéristique de ne pas être repliée sur les deux pays qui en ont décidé ainsi, mais d'être au service exclusif de l'idée européenne.

Au lendemain des élections allemandes, je souhaite que la France et l'Allemagne reprennent l'initiative, comme nos deux pays ont été capables de le faire, à chaque étape de la construction européenne.

Pour toutes ces raisons, et je n'oublie pas le renouvellement du Parlement européen, l'année qui s'ouvre sera décisive pour l'avenir de l'Europe.

Dois-je être presque schématique pour ne pas dire caricatural ? Ou l'Europe est capable de se redessiner un projet, ou lentement mais sûrement elle connaîtra un processus de désintégration,

de déclassement qui sera fatal, non pas simplement pour l'Europe qui a constitué la grande aventure humaine de ces 70 dernières années, mais qui sera préjudiciable pour l'ensemble du monde, parce que l'Europe est une référence, est un cadre, est même un exemple de coopération régionale.

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Vous portez le message de la France. C'est à la fois une charge et un honneur.

J'ai pu constater, au cours de mes nombreux déplacements, la qualité de notre outil diplomatique et de tous ceux qui y contribuent, civils et militaires. Laurent FABIUS souhaite, à juste raison, le faire évoluer. Il ne s'agit pas de « changer pour changer », il s'agit d'être capable de relever les défis et les changements du monde.

La France doit être partout en mouvement, c'est cela votre mission et c'est aussi la nôtre.

- En mouvement pour chercher des solutions politiques aux tensions qui surgissent,
- En mouvement, pour accompagner les aspirations des peuples,
- pour soutenir les pays les plus pauvres,
- pour promouvoir les régulations indispensables,
- pour nouer des partenariats avec les pays émergents,
- enfin, en mouvement, pour exercer notre responsabilité.

Il est des moments où cette responsabilité est lourde : engager ou ne pas engager la France ?

Agir ou ne pas agir ? Décider ou ne pas décider ? Intervenir ou laisser faire ? Cette question est posée au chef de l'Etat à des moments particuliers dans l'histoire de notre pays. Une fois encore, cette question revient ou va revenir dans les prochains jours.

Agir ou ne pas agir ? Être là ou laisser les autres ? La France a décidé d'exercer, partout, sa responsabilité pour elle-même et pour l'équilibre du monde.

Merci.